

SOYONS FIERS DE NOS VALEURS !

(Exposé de Nestor RADJOU)

Depuis la Constituante (1789-1791), qui inaugure le clivage politique Gauche/Droite, la société française a bien changé, elle s'est radicalement transformée avec plusieurs siècles de progrès scientifiques et sociaux. Certes, jusqu'au début du 20^{ème} siècle, la droite restait conservatrice, respectueuse des traditions, attachée à l'ordre établi et à l'autorité, alors que la gauche se voulait révolutionnaire, contestataire, collectiviste et réclamait un ordre social plus juste. Mais, après la seconde guerre mondiale, surtout avec la V^{ème} République et les Trente Glorieuses, la Gauche et la Droite se sont alors mises à converger vers les mêmes valeurs, sans pour autant se confondre.

Aujourd'hui, où les mentalités, les comportements et les enjeux ne sont plus les mêmes qu'autrefois, la France est un Etat démocratique, républicain, laïc et social moderne, des plus avancés, qui garantit aux individus, sans distinction d'origine, de race ou de religion, la sécurité, la protection sociale et des droits universels et fondamentaux.

Dans cet espace de liberté, de droits, et aussi de devoirs, la Droite et la Gauche, qui ont pour objet de garantir la cohésion sociale et la satisfaction des besoins essentiels de la population, adhèrent aux mêmes valeurs démocratiques et républicaines fondamentales (*liberté, égalité, intérêt général*) et de leurs valeurs dérivées (*justice, tolérance, respect, dialogue, solidarité, souveraineté,...*).

La Gauche n'a donc plus le monopole des valeurs d'humanisme, ni du progrès social, bien au contraire (*Comité d'entreprise, Sécurité sociale, Droit de vote des femmes, Assurance-chômage, SMIC, égalité de rémunération entre les hommes et les femmes, droit individuel à la formation, accords de Grenelle... sont ses oeuvres*). Ce qui les différencie, voir les oppose, c'est la hiérarchie et les limites de ces valeurs dans le mode opératoire du traitement des problèmes de la société, et tout particulièrement quand il s'agit de la création, la répartition et l'accumulation des richesses, ainsi que du rôle de l'Etat. Contrairement à la Gauche, qui retient l'égalité comme priorité à charge de l'Etat de les imposer, la Droite opte pour la liberté, reconnaît les différences, traite les conflits par la négociation et charge l'Etat d'assurer l'équité.

1. Des valeurs et des objectifs partagés

Ces deux familles politiques françaises traditionnelles partagent des valeurs communes. Ni l'une, ni l'autre, ne remettent en cause la Démocratie, ce régime de liberté individuelle et d'égalité des individus. Mais, dans nos sociétés où les inégalités sont inhérentes à la nature humaine, ces deux principes de base, liberté et égalité, ne sont pas toujours compatibles et sont parfois des sources d'inégalité et d'injustice.

En effet, les individus en héritant chacun de leur famille d'un capital génétique, économique, social et culturel différent, la liberté des uns peut aller à l'encontre de celle des autres et, à

l'état naturel, la « loi du plus fort » s'impose, gère les conflits et instaure une hiérarchie des individus. Par ailleurs, de nombreux exemples montrent que l'application stricte du principe d'égalité à des situations différentes amplifie la différence, renforce les inégalités et restreint les libertés.

Aussi, une démocratie n'est jamais achevée, elle se construit par une recherche permanente de consensus, constamment renouvelés, entre liberté et égalité. Une construction qui requiert, pour la cohésion sociale, le vivre ensemble, une démarche de dialogue et de négociation sociale fondée sur les valeurs dérivées de respect, de justice, d'équité, de solidarité, de tolérance, de responsabilité... Lesquelles renvoient à la qualité de l'environnement familial, de l'éducation et de la formation des individus et à l'organisation du travail.

De même, la Droite et la Gauche ne remettent pas en cause la République, ce mode de gouvernance qui fonde la recherche du consensus liberté-égalité sur la notion d'intérêt général, et, par suite, introduit au sein de la société une séparation entre les sphères publique et privée, qu'opère l'intérêt général. La République, qui délimite et discrimine les valeurs de liberté individuelle et d'égalité, s'oppose au communautarisme et exige de l'individu d'être aussi un citoyen : un être responsable, tolérant, respectueux des autres et partageant une même communauté de destin. Dans la sphère publique, les particularismes régionaux et les identités ethniques, culturelles, familiales, sociales et confessionnelles disparaissent pour que les citoyens soient tous égaux en droit et devoir. Dans la sphère privée le citoyen s'efface et l'individu est libre et guidé par son propre intérêt (ou celui de sa communauté), dès lors qu'il ne va pas à l'encontre de l'intérêt général et de la liberté des autres.

Pour autant, et malgré les importants acquis sociaux, la France, tout comme d'ailleurs les autres pays développés, n'a pas fait disparaître les inégalités, les injustices, la pauvreté, l'exclusion... Sur toutes ces questions, où sont en cause les processus de transmission des valeurs et d'intégration sociale que constituent la famille, l'école et le travail, la Droite et la Gauche ont une vision antinomique. Pour la Droite, il s'agit d'étendre, par la contractualisation, la sphère privée, celle des différences et des libertés individuelles, à l'économie, sans pour autant que ces libertés s'opposent les unes aux autres. Par contre, la Gauche vise à gommer les différences et à réaliser l'égalité sociale pour tous en élargissant au maximum, au profit notamment des minorités, la sphère publique, celle des égalités collectives. Son paradoxe : traiter de façon égale des situations différentes est une discrimination, facteur d'inégalité.

2. Des analyses et des réponses différentes

Bien qu'elles partagent et défendent les mêmes valeurs démocratiques et républicaines, la Droite et la Gauche ont leur propre conception de l'individu et des approches radicalement différentes des problèmes de société. Leurs désaccords portent sur le degré de responsabilité des individus et la ligne de séparation entre liberté, égalité et intérêt général. En particulier, dans leur mode de pensée, les valeurs clés de liberté et d'égalité n'ont pas le même contenu, ni la même importance. La Droite privilégie, sous contrainte du respect des autres et de la cohésion sociale, les libertés individuelles et l'Etat libéral. La Gauche, par contre, prône l'égalitarisme et l'Etat providence.

Aussi, la Droite considère l'individu comme maître de son destin et le droit à la différence comme facteur de richesse. C'est pour elle un être libre, autonome, responsable et qui,

disposant d'un libre arbitre, doit assumer les conséquences de ses choix et de ses actes, de sorte que les efforts et le mérite doivent être récompensés et les fautes sanctionnées. Elle valorise donc les libertés d'expression, de se mouvoir, de travailler, d'entreprendre et l'initiative privée, l'efficacité de l'action, la libération des énergies créatrices ... pour que la société puisse tirer, par la compétitivité et l'effort, le meilleur de chacun de ses membres. Quant à l'Etat, elle lui assigne la mission de veiller à la sécurité des individus, à la cohésion sociale et au respect de l'ordre public, l'émanation législative de la volonté populaire. L'Etat devant également mettre en place les conditions d'accès et d'égalité des chances pour tous, notamment en ce qui concerne la mobilité, les services publics...

La droite n'est donc pas insensible aux inégalités, aux injustices et à la situation des plus défavorisés, mais elle renvoie d'abord ces questions, qui concernent les conditions même d'existence des individus, à un traitement économique. Car il faut au préalable créer les richesses avant de les distribuer. Pour elle, l'on ne résoudra pas le problème des inégalités et l'amélioration des conditions de vie en prenant systématiquement aux « riches » pour donner aux « pauvres ». Le risque serait de décourager les initiatives et, par suite, de compromettre la croissance et le progrès social.

Quant à la Gauche, elle postule le primat du social sur l'économie et ambitionne de rendre les êtres humains tous égaux, d'en faire des individus interchangeables dans un monde uniforme et isotrope que gère la pensée unique, où seule la liberté des mœurs est valorisée. Pour expliquer les inégalités sociales, elle regarde les individus comme de simples victimes du système et considère alors qu'ils ne seraient pas responsables de leurs actes, de sorte qu'elle les absout de toute obligation, ne retient que leur droit et s'engage à les protéger, même contre eux-mêmes.

Aussi, pour satisfaire son appétence pour l'égalitarisme, elle préconise en faveur des victimes du système qu'il soit « interdit d'interdire » et revendique pour eux, au mépris des efforts et du mérite, de prendre la richesse à ceux qui en possèdent pour la redistribuer à ceux qui en ont besoin. Au nom de l'égalité, elle prétend être le défenseur exclusif des catégories sociales les plus défavorisées et, sans nuance, elle se focalise sur la défense des revendications, légitimes ou non, des masses populaires, des immigrés.... Et, pour convaincre, en toute occasion elle joue sur les sentiments, les émotions, les mécontentements et la colère des masses populaires pour contester le libéralisme de la droite, en occultant ses pratiques de gouvernance : gestion laxiste, clientélisme et intolérance à l'égard de tous ceux qui contestent ses projets.

Ce sont ces clivages Droite-Gauche qui se retrouvent dans leurs positionnements politiques, économiques et sociaux, et notamment quand il s'agit de la famille, de l'éducation et du travail.

Pour autant, si les progrès techniques nous permettent de maîtriser la production des richesses, la gouvernance de nos sociétés, qu'elle soit notamment de gauche ou de droite, n'a toujours pas su résoudre le problème économique crucial de la répartition équitable.

Cayenne le 24 juillet 2008

Président d'Expertise et Développement

Nestor RADJOU